

<http://www.snetap-fsu.fr/Midi-Pyrenees-declaration-boycott.html>



# Midi- Pyrénées:déclaration boycott du CREA du 9 février

- En Région -

Date de mise en ligne : samedi 11 février 2012

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---



**Monsieur le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de  
Midi-Pyrénées,  
Mesdames et Messieurs les membres du CREA,**

Nous avons décidé de boycotter une nouvelle fois ce Conseil Régional de l'Enseignement Agricole (CREA) de Midi-Pyrénées car comme M. Sallenave, Directeur régional, l'a si bien dit en nous recevant hier : « il n'y a plus rien à attendre de ce CREA ».

La rentrée 2011 nous avait été présentée comme un cap difficile (vous parliez à l'époque d'un « pic de besoins ») du point de vue des moyens et vous affirmiez que la rentrée 2012 serait plus favorable. Force est de constater que la rentrée prochaine, contrairement à vos déclarations, s'annonce pire encore : 10 classes supprimées dans l'[EAP](#) ! Et aucune ouverture nette !

Puisqu'il n'y a plus de marge de man<sup>1</sup>/<sub>2</sub>uvre, selon vos dires, et que vous-même devez vous conformer aux oukases du Ministère des finances qui pilote désormais la politique éducative de la Nation, nous en tirons la conséquence et refusons de participer à ce qui n'a que l'apparence d'une instance de concertation.

Nous nous élevons contre cette casse du service public. Vous ne permettez pas à nos établissements d'accueillir tous les jeunes qui souhaitent y suivre une formation, vous ne garantissez pas la continuité du service public (notamment pour les jeunes inscrits cette année en 2<sup>de</sup> Pro CGEA à Villefranche), vous corsetez les établissements en refusant les ouvertures de nouvelles formations, vous organisez la concurrence entre les établissements en opposant les plus importants d'entre eux et ceux que vous avez appelés les « petits établissements ruraux ». Résultat : les directeurs des établissements publics s'auto-censurent et n'osent plus demander la moindre ouverture par la voie scolaire. Nous regrettons que les demandes d'ouvertures par la voie de l'apprentissage au contraire se développent, bien sûr au détriment de la voie scolaire, et demandons à ce propos au Conseil Régional d'examiner avec prudence ces dossiers et de se garder de tomber dans ce piège.

Les personnels des établissements publics se sont réunis, avec les partenaires de l'EAP, le jeudi 2 février dans un « contre-CREA » : ils ont échangé, débattu et adopté une véritable carte des formations, alternative crédible et non dispendieuse aux projets que vous soumettez aujourd'hui au CREA. Alors que votre projet supprime 10 classes nettes, le nôtre, celui des personnels et des partenaires de l'EAP, celui qui répond à la demande sociale, celui qui inscrit les établissements dans une véritable dynamique de développement, prévoit un solde positif d'une vingtaine de classes !

C'est ce projet que nous sommes venus vous présenter hier, 8 février, que vous avez considéré comme digne d'intérêt et légitime. Vous ne pouvez donc l'ignorer et devez en tenir compte. Sachez que si vous décidez de le faire vôtre et d'en faire part à vos autorités de tutelle qui auraient renoncé au monologue de gestion, nous serons à vos côtés !

## Midi- Pyrénées:déclaration boycott du CREA du 9 février

---

Afin d'y parvenir, et sans vouloir raviver le conflit public-privé mais puisque vous nous y obligez en prêtant foi à la rhétorique mensongère sur la crise de la dette publique qui imposerait la destruction des services publics, nous vous demandons de vous faire le porte-parole auprès du gouvernement de notre demande de réaffectation des crédits de l'enseignement agricole privé et des MFR vers l'enseignement agricole public. Ainsi tous les enfants de ce pays pourront accéder à un enseignement public, laïque et gratuit.

Puisque vous avez décidé de maintenir l'illusion du « dialogue social », puisque tout est joué d'avance, nous vous laissons entre vous.

Si vous continuez à mettre en place la politique d'un pompier pyromane, ne comptez pas sur nous pour vous absoudre.

Toulouse, le 9 février 2012